

Table des matières

Avant-propos	7
Benoit MICHAUX	

PARTIE I

ENJEUX POUR LA JUSTICE CIVILE ET PÉNALE

TITRE 1. – Justice robotisée et droits fondamentaux	13
Loïck GÉRARD et Dominique MOUGENOT	
Introduction	13
Chapitre 1. – Motivation des décisions de justice	16
Section 1. – Le devoir de motivation	16
Section 2. – Motivation et justice robotisée	18
§ 1. Affaires « simples »	18
§ 2. Affaires « complexes »	19
§ 3. Pistes de réflexion	22
Chapitre 2. – Indépendance et impartialité	26
Section 1. – L'indépendance	26
Section 2. – L'impartialité	30
Chapitre 3. – Publicité de la procédure	36
Chapitre 4. – Égalité des armes et accessibilité de la justice	39
Section 1. – Robotisation et promesses d'accessibilité	39
Section 2. – Robotisation et risques pour l'accessibilité	41
§ 1. L'égalité des armes	42
§ 2. Le principe d'accessibilité	43
Chapitre 5. – Protection de la vie privée	44
Section 1. – Le long chemin vers la création de bases de données judiciaires en Belgique	44

Section 2. – Bases de données judiciaires et protection de la vie privée	47
§ 1. Données à caractère personnel	47
§ 2. L'anonymisation des décisions de justice : une solution ?	48
Conclusion	50
TITRE 2. – Justice pénale et algorithme	55
Olivier LEROUX	
Chapitre 1. – La perspective de la justice prédictive dans la justice pénale et la présomption d'innocence	58
Chapitre 2. – Justice prévisionnelle ou anticipatrice : irons-nous vers une criminalisation de l'intention ?	64
Chapitre 3. – Le recours aux algorithmes dans l'examen de la culpabilité	66
Chapitre 4. – Incidence des résultats produits par l'algorithme	69
Chapitre 5. – Justice analytique, justice moutonnaire ?	70
Chapitre 6. – Justice augmentée, justice déshumanisée ?	71
Chapitre 7. – Le recours aux algorithmes dans la détermination de la peine	71
TITRE 3. – L'intelligence artificielle : vraie ou fausse amie du justiciable ? – Enjeux du recours à l'IA par les avocats, assureurs et legaltechs	75
Hervé JACQUEMIN et Jean-Benoît HUBIN	
Chapitre 1. – La mise en place d'un cadre propice à l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les métiers du droit	77
Chapitre 2. – L'utilisation de l'intelligence artificielle dans la pratique du droit	81
Chapitre 3. – L'évolution du devoir de conseil à l'heure de l'intelligence artificielle	86
Chapitre 4. – La protection du consommateur de services juridiques	90
Section 1. – Enjeux juridiques à rencontrer, à l'aune du cadre normatif applicable	90
Section 2. – Comment garantir un consentement informé du consommateur ?	93

Section 3. – Le consommateur peut-il s’opposer à l’utilisation (exclusive) de l’intelligence artificielle ?	99
Section 4. – Propositions en vue de renforcer la confiance du consommateur	102
PARTIE II	
REGARDS CROISÉS DES ACTEURS DE LA JUSTICE	
TITRE 1. – Juger avec un algorithme et juger l’algorithme Jean DE CODT	107
TITRE 2. – La justice prédictive : le point de vue des acteurs de terrain Marie MESSIAEN	115
Le gouffre entre la révolution numérique annoncée et notre réalité quotidienne	115
La Court of the Future : utopie ou dystopie ?	117
L’inacceptable subordination de la justice aux impératifs de la robotisation	118
Inquiétudes	121
En guise de conclusion	124
TITRE 3. – Partage d’expérience au sujet de l’implémentation d’une entité d’intelligence artificielle Philippe DAMBLY	125
Chapitre 1. – Introduction	125
Chapitre 2. – L’histoire de l’intelligence artificielle	126
Chapitre 3. – Les technologies	130
Section 1. – Intelligence artificielle (IA)	130
Section 2. – Apprentissage machine (ou apprentissage automatique, <i>machine learning</i>)	130
Section 3. – Apprentissage machine supervisé	130
Section 4. – Apprentissage machine non supervisé	131
Section 5. – <i>Big data</i>	131

Section 6. – <i>Deep learning</i>	131
Section 7. – <i>Natural Language Processing</i>	132
Section 8. – <i>Dependency parser</i>	132
Section 9. – <i>Legal analytics</i>	133
Chapitre 4. – La gestion d'un projet d'intelligence artificielle	134
Chapitre 5. – Les données	135
Chapitre 6. – Les champs d'application de l'intelligence artificielle juridique	138
Section 1. – Des usages informatifs	139
Section 2. – Des usages prédictifs	139
Section 3. – Des usages prescriptifs	141
Chapitre 7. – Intelligence artificielle et déjudiciarisation	142
Chapitre 8. – Le <i>business model</i>	145
Chapitre 9. – L'éthique	146
Chapitre 10. – La cybersécurité	147
Chapitre 11. – La formation	148

PARTIE III

POTENTIALITÉS TECHNIQUES ET EXPÉRIENCES ÉTRANGÈRES

TITRE 1. – La responsabilité humaine à l'épreuve des décisions algorithmiques, perspective canadienne	153
Karim BENYEKHLEF Jie ZHU et Valentin CALLIPEL	
Chapitre 1. – Le pilotage autonome et la gestion des risques	157
Section 1. – Les véhicules autonomes	158
Section 2. – Les Systèmes d'Armes Létales Autonomes (SALA)	169
Chapitre 2. – Les splendeurs et misères des décisions algorithmiques	176
Section 1. – La plus-value des décisions algorithmiques pour les organisations administratives et judiciaires	176

Section 2. – Le mirage de la quantification	181
§ 1. Le problème des faux positifs	181
§ 2. L'inintelligibilité des raisonnements algorithmiques	187
TITRE 2. – L'<i>open data</i> des décisions de justice en France	
Les enjeux de la mise en œuvre	197
Bruno MATHIS et Hugo RUGGIERI	
Chapitre 1. – Enjeux juridiques	199
Section 1. – Contexte et historique	199
§ 1. L' <i>open data</i> des décisions de justice, pour quoi faire ?	199
§ 2. Historique	201
§ 3. L'actualité récente	203
Section 2. – Les règles de publicité	204
§ 1. Principes de transparence de la justice et du droit à l'information	204
§ 2. De la pseudonymisation à l'occultation	206
a) Questions de vocabulaire	206
b) La vie privée, un concept à préciser en droit	208
§ 3. La restriction au dispositif et le principe de publicité de la justice	212
§ 4. Deux canaux de diffusion pour deux fonctions différentes	215
§ 5. Quel écart d'intelligibilité avec les règles en vigueur ?	216
Section 3. – Un cadre juridique à parfaire	217
§ 1. L'articulation avec le régime de protection des données personnelles	217
a) Responsabilité du traitement et analyse d'impact	217
b) Le contenu de l'analyse	219
c) Le droit au traitement de données pénales à caractère personnel	221
§ 2. Vers quel service public de la donnée juridictionnelle ?	221
a) Le service public de mise à disposition des données de référence	221
b) Le service public de diffusion du droit par l'Internet	222
§ 3. Le régime de communication et de réutilisation	224
a) Le régime de publicité des décisions de justice	224
b) La réutilisation des informations publiques ou le principe « réutilisation implique accès »	226

c) La décision de justice : (vraiment pas) un document administratif ?	227
§ 4. Le droit de réutilisation	229
a) L'interdiction de réutilisation des noms des magistrats	229
b) La licence de réutilisation	232
§ 5. Infogreffe et la jurisprudence commerciale	234
a) Un cadre légal spécifique	234
b) Une nouvelle mission de service public pour Infogreffe ?	235
Chapitre 2. – Enjeux opérationnels	237
Section 1. – Les métadonnées des décisions	238
§ 1. Définition et rôle des métadonnées	238
a) Définition	238
b) Rôle	238
§ 2. Application à la jurisprudence	239
a) La politique européenne de normalisation	239
b) L'exemple de la C.J.U.E.	241
c) État des lieux en France	242
§ 3. L'identifiant ECLI des décisions du fond	242
a) Le code juridiction	242
b) Le numéro d'ordre	244
§ 4. La liste des métadonnées	244
a) Les métadonnées compatibles ECLI	244
b) Les métadonnées complémentaires	247
§ 5. La gouvernance des métadonnées	249
Section 2. – La spécification des traitements	250
§ 1. Circonscrire le périmètre des décisions	250
§ 2. Évaluer le risque de ré-identification	251
§ 3. Choisir la méthode d'occultation	253
a) La pseudonymisation par des règles	253
b) La pseudonymisation par l'autoapprentissage	254
c) Le contrôle-qualité	255
§ 4. Spécifier les règles d'occultation	256
a) Les modalités pratiques	256
b) Préserver l'intelligibilité	258
c) Le cas des personnes morales	258

Section 3. – Les modalités de mise en œuvre	259
§ 1. L'architecture fonctionnelle	259
a) L'enregistrement	259
b) L'occultation	260
c) La mise à disposition	261
d) La délivrance de copie	262
§ 2. L'architecture technique	263
a) La constitution des métadonnées	263
b) Le stockage	264
c) La centralisation	265
§ 3. Du développement informatique au déploiement	267
a) La gouvernance informatique	267
b) La planification du déploiement	269
Conclusions	275
Yves POULLET	
Section 1. – L'accès à l'intégralité des données en <i>open data</i> : un préalable	276
Section 2. – Les outils d'IA ? Lesquels ? Au profit de qui ? – des enjeux pour les avocats... et pour la justice ?	280
Section 3. – L'utilisation de l'IA par les tribunaux – le débat sur la justice prédictive	285
Section 4. – De la justice prédictive à une remise en cause de notre conception du droit et de ses sources – Quelques réflexions sur l'enseignement du droit	290
Table des matières	295